

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-quatrième session**

Rome, 18-20 avril 2005

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

**DON**

**AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL**

POUR

**LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES**

MENÉES PAR

**UN CENTRE INTERNATIONAL BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DU GCRAI**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION</b>	<b>2</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>INSTITUT INTERNATIONAL DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU (IWMI): PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU DANS LA RÉGION DU MÉKONG</b>	<b>3</b>



**SIGLES ET ACRONYMES**

CMU	Université de Chiang Mai
CPWF	<i>Challenge program on Water and Food</i>
DAT	Don d'assistance technique
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
IWMI	Institut international de gestion des ressources en eau
USER	Unité de recherche sociale et environnementale



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA  
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE DON  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES MENÉES PAR UN  
CENTRE INTERNATIONAL BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique (DAT) en faveur de la recherche et la formation agricoles menées par un centre international bénéficiaire du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 900 000 USD.

**PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé que le FIDA apporte un appui au programme de recherche et de formation du centre international suivant bénéficiaire du soutien du GCRAI: Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI).

2. Le document relatif au don d'assistance technique soumis au Conseil d'administration pour approbation est annexé au présent rapport:

Institut international de gestion des ressources en eau: programme d'amélioration de la gestion des ressources en eau dans la région du Mékong.

3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de DAT pour la recherche et la formation agricoles.

4. Les objectifs stratégiques de l'appui du FIDA au développement technologique concernent: a) les stratégies adoptées par les groupes cibles du FIDA pour assurer leur sécurité alimentaire dans les zones agroécologiques reculées et marginalisées; b) les technologies qui reposent sur les savoirs traditionnels, prennent en compte la problématique hommes-femmes et visent à renforcer et diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité, en s'attaquant aux entraves à la production et en améliorant les possibilités de commercialisation; c) l'accès aux ressources productives (terre et eau, services financiers, main-d'œuvre et technologie, y compris les techniques autochtones) et la gestion productive et durable de ces ressources; d) des politiques propres à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire leur dépendance à l'égard des transferts; et e) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales, dispensent des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leurs atouts. Dans ce cadre, le FIDA a l'intention d'élaborer des approches de la réduction de la pauvreté rurale fondées sur la production, en particulier de produits qui sont cultivés et consommés par les ruraux pauvres. Enfin, l'établissement d'un réseau consolidé destiné à accueillir et diffuser les savoirs aidera le Fonds à établir des liens durables avec ses partenaires de développement et à multiplier les effets de son programme de recherche et de formation agricoles.

5. Le DAT proposé dans le présent document s'articule sur les objectifs stratégiques c), d) et e) énoncés ci-dessus. Pour l'objectif stratégique c), les produits du don contribueront à garantir l'accès aux ressources en eau et à assurer une gestion plus productive de ces ressources en offrant à de multiples parties prenantes l'instance sur laquelle elles pourront s'appuyer pour échanger entre

communautés leurs savoirs locaux en matière de gestion des ressources en eau et les informations qu'elles possèdent à ce sujet, depuis l'échelon local jusqu'à celui de l'État dans la région du Mékong. Ce dispositif servira à examiner les intérêts des divers utilisateurs de l'eau et à réduire les conflits potentiels. Concernant l'objectif stratégique d), les mécanismes de participation visant à institutionnaliser la voix des ruraux pauvres seront testés sur le terrain avec des organisations de la société civile, feront l'objet de recherches approfondies dans le cadre de l'apprentissage social et seront appliqués à plus large échelle auprès des partenaires dans les pays et bassins participants de la région du Mékong. S'agissant de l'objectif stratégique e), les activités financées à l'aide du don faciliteront la concertation, la sensibilisation, le travail en réseau, l'amélioration des capacités et des connaissances par les activités pilotes de recherche et les échanges régionaux entre organismes publics, privés, locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

#### DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

6. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DECIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'amélioration de la gestion des ressources en eau dans la région du Mékong, accordera un don ne dépassant pas neuf cent mille dollars des États-Unis (900 000 USD) à l'Institut international de gestion des ressources en eau selon les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



**INSTITUT INTERNATIONAL DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU (IWMI): PROGRAMME  
D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU DANS LA RÉGION DU MÉKONG**

**I. GÉNÉRALITÉS**

1. La région du Mékong englobe le Cambodge, la République populaire démocratique lao, le Myanmar, la Thaïlande, le Vietnam et la province du Yunnan en Chine. La région s'étend sur 2,3 millions de km<sup>2</sup> et compte environ 250 millions d'habitants (Banque asiatique de développement et Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2004). Elle fait face à de multiples difficultés d'ordre social: la pénurie continue d'eau et de vivres pour de nombreux habitants, les pressions exercées par de nouvelles formes de mondialisation et de régionalisation, les relations tendues et souvent dominées par l'intérêt personnel entre les États de la région du Mékong, les interventions et interférences des puissances extérieures, les politiques de l'État touchant aux minorités ethniques, l'émigration de la main-d'œuvre, le VIH/sida et l'usage de stupéfiants, l'impact des biotechnologies sur les systèmes ruraux de production et divers types d'injustice.

2. Les principaux bassins fluviaux de la région, de l'ouest en est, sont l'Irrawaddy Salween, le Chao Praya, le Mékong et le Red. Il y existe d'innombrables bassins secondaires (hydrographiques et versants), des lacs naturels, des aquifères et des barrages et réservoirs construits par l'homme. En outre, il existe un certain nombre de bassins fluviaux côtiers, dont certains sont étendus, qui forment ensemble les ressources visibles et accessibles en eau douce. Les principales difficultés ont trait aux conflits suscités par la demande en eau et en énergie, à l'influence des barrages sur le débit naturel des cours d'eau, au détournement des eaux, à la modification de la charge en sédiments et nutriments, et à l'élimination des récifs à l'aide d'explosifs pour faciliter les transports. Les moyens de subsistance subissent déjà l'impact d'un certain nombre de changements, tels ceux causés à l'hydrologie par l'érosion et à l'écologie par la pêche, et par l'aquaculture. Les systèmes de production vivrière, les traditions culturelles et l'économie ont été profondément modifiés ces dernières années, et le seront plus encore à l'avenir. La gestion des ressources en eau dans la région du Mékong doit être transformée pour pouvoir faire face à ces défis.

**II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA**

3. La gestion des ressources en eau fait intervenir un large éventail de systèmes politiques, sociaux, économiques et administratifs en place qui ont pour mission d'exploiter et de gérer les ressources en eau et de fournir les services de distribution de l'eau. La contribution du don à la transformation de la gestion des ressources en eau dans la région du Mékong correspond à la finalité du FIDA qui est de "transformer les relations, les règles d'intervention et la dynamique de consultation chez les principales parties prenantes" du système international de recherche. On a adopté une approche régionale multidimensionnelle pour étudier: i) l'équité et l'efficacité des règles et options existantes; ii) les rapports de pouvoir et les interactions entre différents acteurs, et iii) la dynamique existant dans les divers pays et entre eux. C'est par l'action-recherche sur la concertation et les politiques que l'on progressera. La concertation a pour mission essentielle de prendre en considération les différences d'ordre culturel, linguistique, professionnel et institutionnel, les vues et préférences de chacun lorsqu'on s'efforce de promouvoir l'apprentissage et la réflexion au sein des sociétés et entre elles. Elle a pour tâche connexe et capitale de formuler, appliquer, évaluer, améliorer et appliquer à nouveau les politiques.

4. La démarche ci-dessus contribuera à mieux faire comprendre les relations qu'entretiennent les ruraux pauvres et leurs organisations et leur contexte dans les six pays de la région du Mékong (premier objectif stratégique du programme de dons tel que défini dans la politique du FIDA en

matière de dons), et aidera ainsi à mieux cibler les initiatives du FIDA dans les pays concernés (impact catalytique sur la politique et la concertation) concernant les ressources en eau (objectif stratégique 2), en particulier en Thaïlande et au Myanmar où le don offrira des indications pour la formulation du programme de prêts du FIDA. La méthode de l'apprentissage social<sup>1</sup> s'inscrira aussi dans la stratégie régionale du FIDA pour la région Asie et Pacifique. L'approche de la gestion vient compléter celle de la technologie adoptée pour les ressources en eau. Elle soutiendra aussi la concertation engagée par le FIDA avec les gouvernements au sujet des ressources en eau et ses activités de plaidoyer visant à assurer l'accès des ruraux pauvres aux ressources en eau.

5. Les instituts nationaux de recherche de six pays du Mékong se sont déclarés désireux de collaborer avec le *Challenge Program on Water and Food* (CPWF) du GCRAI – géré par l'Institut international de gestion des ressources en eau – ainsi qu'avec les comités nationaux de la Commission du bassin du Mékong. En tant qu'institut de recherche, l'Université Chiang Mai (CMU) qui le réalise offre la possibilité d'inclure la province chinoise du Yunnan dans le débat, ce qui est un atout par rapport à d'autres institutions comme la Commission du bassin du Mékong. En outre, la méthode proposée pour le programme inclura nettement la société civile parmi les parties prenantes et elle s'efforcera d'associer plus étroitement la société civile aux processus de concertation et de décision.

### III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

6. Le don du FIDA est destiné à financer deux des sept modules inclus dans la proposition #50 du CPWF. Par conséquent, la finalité générale du CPWF #50 est également celle du présent don:

Améliorer la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, la santé et l'environnement dans la région du Mékong par une meilleure gestion des ressources en eau.

7. Les deux modules d'action-recherche soumis au FIDA en vue d'un financement portent sur: a) les politiques des États concernant les ressources en eau; et b) la négociation, la concertation et la diplomatie en tant que modèles de rechange pour la gestion des ressources en eau associant les États et la société civile de la région du Mékong. Les objectifs spécifiques de ces deux modules sont:

**politiques publiques concernant l'eau:** analyser et échanger les enseignements tirés des changements intervenus dans les politiques en la matière et des propositions et débats actuels, dans le contexte de l'ensemble d'un État ou d'une région, en s'attachant particulièrement aux politiques de l'eau dans l'agriculture (et l'énergie) et aux institutions pertinentes;

**négociation, concertation et diplomatie:** rechercher les concertations, négociations ou confrontations en cours et les échanges diplomatiques concernant l'eau, tant formels qu'informels, et réunir une documentation à leur sujet.

#### Principales activités du programme

8. Dans les deux modules, les activités du programme adopteront la méthode de l'apprentissage social et prendront en considération les éléments influents suivants: histoire, discours, savoirs et participation des parties prenantes. Le programme s'appuiera sur l'application de cette méthode aux études de cas pour faire la synthèse des informations et en faire part à une large audience.

---

<sup>1</sup> L'apprentissage social est défini comme "le processus par lequel les communautés, les groupes de parties prenantes ou les sociétés apprennent à innover et à s'adapter aux conditions changeantes de la société et de l'environnement". (À paraître, Woodhill: *Social Learning Group*, 2002).

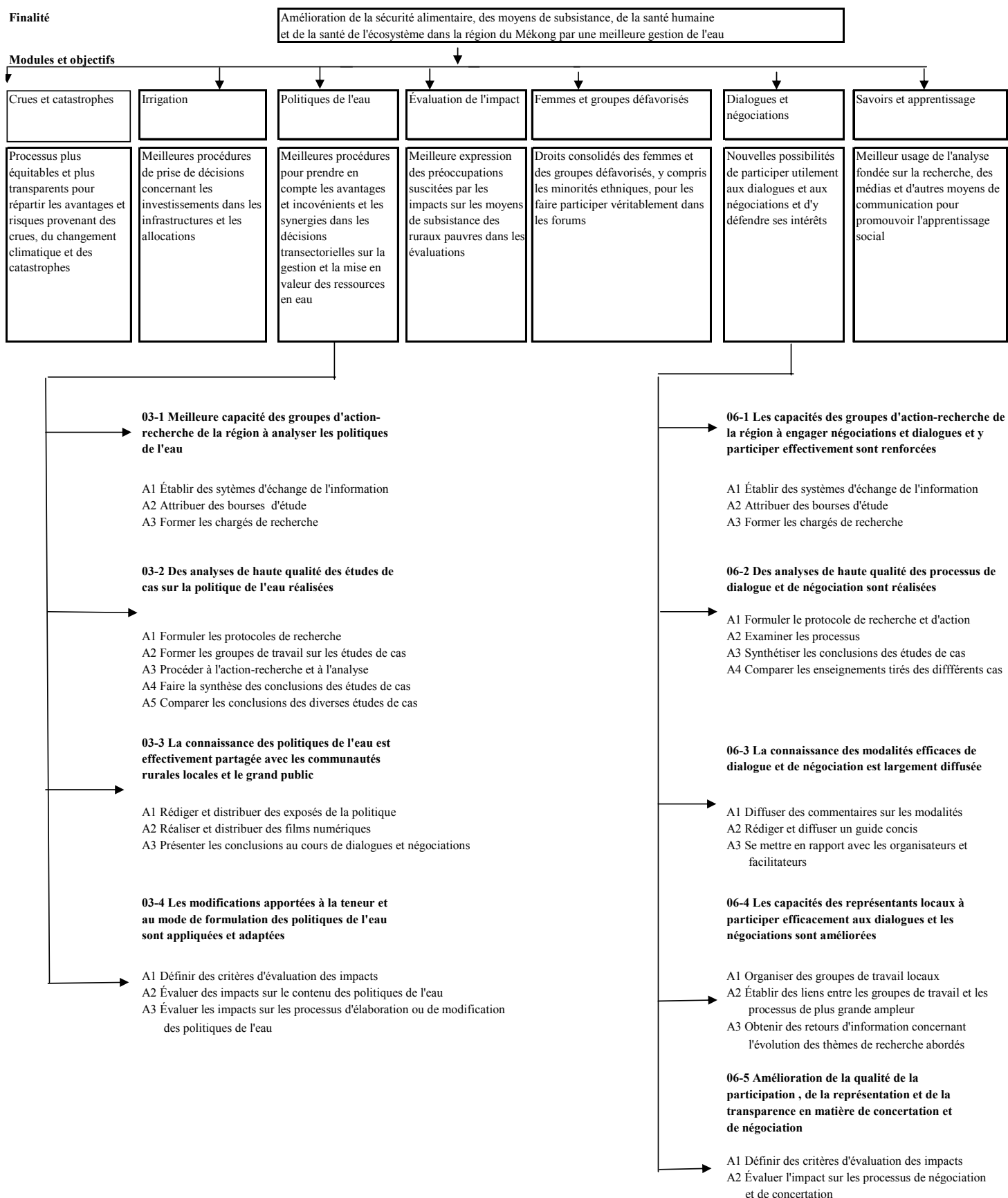
9. Le module des politiques orientées vers le résultat analysera les politiques d'État et régionales adoptées dans le passé pour l'eau en s'attachant spécialement au partage des avantages et des risques involontaires et aux processus par lesquels les diverses questions s'inscrivent dans les politiques publiques. On s'attachera d'emblée aux modifications introduites dans les lois et règlements formels concernant la gestion de l'eau et aux activités spécifiques de gestion et de développement des infrastructures entreprises ou facilitées par l'État.

10. On s'occupera ensuite des domaines non abordés par les modifications ci-dessus, qui forment en soi les choix politiques essentiels, ainsi que des impacts des politiques rangées d'ordinaire dans la catégorie "autres secteurs", mais qui ont néanmoins une influence déterminante sur l'eau. Une attention spéciale sera portée à l'agriculture, à la pêche, à la conservation et à l'énergie. L'analyse des politiques sera complétée par l'analyse institutionnelle des interactions entre acteurs dans l'administration, au parlement, dans les organisations non gouvernementales et chez diverses parties prenantes aux différents stades du cycle politique. À l'aide de comparaisons dans le temps et entre différents endroits et différents contextes sur le plan des ressources et de l'économie, l'IWMI et l'Unité de recherche sociale et environnementale (USER) de la CMU découvriront en quoi consistent en pratique les politiques de l'eau et comment elles sont élaborées. On s'attend à constater que certaines des politiques les plus nécessaires ne sont jamais formulées en tant que telles par crainte d'une résistance ou d'un retour de bâton de la part des agriculteurs ou des diplomates, par exemple, alors que les politiques auxquelles le public et les médias portent le plus d'attention ne sont souvent que des acteurs secondaires dans le grand jeu de l'eau.

11. Le module sur la concertation orientée vers les processus s'attachera à faire comprendre comment les sociétés débattent et négocient les questions relatives aux ressources en eau. On s'attend à trouver que les plates-formes efficaces, à savoir celles qui débouchent sur une solution sans déclencher de conflit violent et en sauvegardant les droits de l'homme, sont celles qui ont donné lieu à des délibérations relativement ouvertes et qui tiennent compte de la nécessité de négocier des arbitrages et compromis provisoires, sachant qu'il est rarement possible d'aboutir à un plein consensus en raison des divergences entre les intérêts et les positions stratégiques des parties prenantes.

12. Avec l'aide d'un réseau d'organisations partenaires, CMU-USER examinera "l'état du dialogue au sujet de l'eau" dans chaque pays, entre pays et à différentes échelles géographiques dans la région. CMU-USER fera ensuite la synthèse des connaissances acquises dans la région et participera à de nouveaux forums de concertation, dont elle fera l'examen critique.

**RÉSUMÉ DU PROGRAMME**



#### IV. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

13. Le programme fait partie du CPWF, qui est administré et géré par l'IWMI, qui est un centre bénéficiant du soutien du GCRAI. L'IWMI orientera, aux termes d'un mémorandum d'accord, les ressources du don vers CMU-USER qui réalisera les travaux de recherche. L'IWMI déléguera la gestion du programme à l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires, qui est chargé du thème de recherche sur les systèmes mondiaux et nationaux de gestion de l'eau relevant du CPWF et qui comprend CPWF #50. L'IWMI soumettra au FIDA des rapports de situation et des états financiers vérifiés ainsi que des rapports d'audit, conformément aux normes exigées par le FIDA qui seront précisées dans l'accord de don. Le système de suivi et évaluation pour le don sera conforme aux lignes directrices du CPWF.

14. Les activités de recherche seront menées par le réseau existant d'institutions travaillant en collaboration, principalement dans la région du Mékong, et coordonnées par CMU-USER. Les recherches seront coordonnées par un réseau d'enquêteurs principaux, à raison de deux par module, avec l'appui de chargés de recherche dans les institutions du pays hôte et d'autres institutions partenaires.

15. Le FIDA sera membre du comité de pilotage du programme. Un groupe consultatif formé de cinq experts indépendants de la région du Mékong, agissant en qualité de gouverneurs honoraires, examinera périodiquement l'état d'avancement des travaux et donnera son avis (domaines de compétence reconnue: économie, gestion des recherches, génie civil, gouvernance, législation, droits de l'homme et problématique hommes-femmes).

#### V. RÉSULTATS/AVANTAGES ESCOMPTÉS

16. Conformément aux objectifs spécifiques énoncés ci-dessus, les produits escomptés du don sont les suivants:

- a) enseignements tirés de l'évolution dans le temps des politiques relatives à l'eau, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture;
- b) constat d'une diversité dans les activités de concertation, négociation et diplomatie en cours au sujet de l'eau (processus formels et informels);
- c) adoption et application à l'essai sur le terrain des arrangements opérationnels pour la participation de multiples parties prenantes aux processus de formulation des politiques favorables aux pauvres concernant la gestion de l'eau dans la région du Mékong;
- d) mise au point d'outils et de dispositifs complets pour la prévention des conflits au sujet des ressources en eau par des processus novateurs d'apprentissage social incluant les représentants de la société civile dans la région du Mékong.

17. Ces résultats seront exposés dans des notes d'orientation, des documents de travail et des bulletins, traduits le cas échéant.

18. Le CPWF améliorera directement les moyens de recherche des chercheurs participants et des parties prenantes dans le réseau régional du Mékong pour analyser le processus de gestion des ressources en eau en leur apportant un soutien technique et en facilitant l'échange de savoirs et d'expérience entre organisations partenaires. Les processus actuels de gestion feront l'objet d'une analyse critique et les problèmes seront exposés, de même que des solutions constructives d'amélioration. Ces informations seront mises en commun par l'usage créatif et efficace des médias

de masse et d'autres moyens de communication en vue de contribuer à l'amélioration de la teneur des politiques concernant l'eau et de la façon dont elles sont formulées, appliquées ou modifiées au fil du temps dans la région du Mékong. Avec leur amélioration, on devrait discerner plus clairement les attentes, les besoins et les préoccupations des parties prenantes dans la région, et entendre spécialement la voix des pauvres et des organisations à assise communautaire qui les représentent.

#### VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

19. Le coût total de ce programme de quatre ans est estimé à 1 682 500 USD, dont 900 000 USD seront apportés par le FIDA pour le financement de deux modules. Le Gouvernement français s'est engagé à apporter 600 000 EUR (équivalant approximativement à 782 500 USD) pour cofinancer les cinq autres modules du présent projet de recherche (voir la figure ci-dessus). Le financement du FIDA mobilisera au total environ 6,4 millions de USD auprès d'organismes internationaux de développement et d'institutions nationales.

	Poste de dépenses	Montant du don par poste de dépenses (en USD)				
		Y1	Y2	Y3	Y4	Total
1	Dépenses de personnel	79 500	102 000	102 000	79 500	363 000
2	Consultants et contrats de services	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000
3	Biens d'équipement	14 450	24 500	18 000	4 750	61 700
4	Voyages	26 150	34 250	30 500	23 000	113 900
5	Biens fongibles	18 000	18 000	18 000	18 000	72 000
6	Frais de reproduction et de publication	20 932	21 000	29 250	38 000	109 182
7	Réunions et ateliers	24 400	24 500	24 500	17 000	90 400
8	Frais généraux	18 543	22 625	22 425	18 225	81 818
	<b>TOTAL</b>	<b>203 975</b>	<b>248 875</b>	<b>246 675</b>	<b>200 475</b>	<b>900 000</b>

